

« Maintenant, il faut développer le commerce! »

AOC MAINE-ANJOU L'année 2007 a été une année plutôt positive en termes d'activité pour les éleveurs, mais les stocks sont là et il faut trouver de nouveaux débouchés.



S. BOURGEOIS

Une hausse de 8 % des effectifs, soit dix exploitations supplémentaires, a caractérisé l'année 2007 en AOC Maine-Anjou. Et le nombre d'éleveurs souhaitant intégrer l'AOC continue d'augmenter. Même si la demande en vache stagne un peu, un marché de niche se développe pour le bœuf qui va bientôt dépasser le cap des 200 animaux. Par contre, le résultat est un peu moins positif concernant les mises en finition. « Dans la mesure où les abattages sont restés sensiblement constants, nous avons eu des périodes où les durées de finition se sont trouvées allongées par des délais d'enlèvement des animaux trop longs (+20 jours) », explique Albéric Valais, animateur du syndicat AOC Maine-Anjou.

UNE PROGRESSION DE 2 % EN TONNAGE

Le taux d'agrément des carcasses s'est dégradé en 2007, passant de 92 à 85 %, lié essentiellement à l'allongement de cette durée de finition. « Pour 2008, le rythme des finitions s'accroît encore (2 000 bêtes), ce qui nous amène à planifier les animaux 120 à 140 jours à l'avance et à trouver d'urgence de nouveaux marchés. » S'il y a eu un léger retrait des abattages, il a été compensé par un alourdissement des carcasses. En tonnage, l'activité a progressé de 2 % dans un marché en recul de 6 %, ce qui n'est pas négligeable.

Grâce aux 31 opérations commerciales réalisées dans différents magasins, « nous avons pu assurer des volumes et dégager une partie des animaux, ce qui est plutôt positif dans un contexte où il est difficile

Pour Albéric Valais, animateur du syndicat AOC Maine-Anjou, « les stocks sont là pour 2008 ».

de vendre de la viande ». Grâce à ces opérations de promotion, ce sont 22 à 23 vaches supplémentaires qui ont été vendues.

Cependant, certains débouchés se sont arrêtés ou s'essouffent : Charal avec deux points de vente en moins, le magasin du Mans avec l'arrêt de son rayon traditionnel, la dynamique Auchan qui ralentit... « Pour 2008, nous ne devons absolument pas perdre de points de vente, car les stocks sont là. » Deux débouchés sont en prévision, l'un à Issy-les-Moulineaux et l'autre à côté de Bordeaux.

« Monoprix réclame du bœuf de type R+ à U- (550 kg C) mais nous ne les avons pas. De plus, même si nous sommes en contact avec Hippopotamus, rien n'est encore fait car seuls certains morceaux intéressent les restaurateurs. Les consommateurs veulent tous de la bavette d'aloïau ! Il nous faut aussi valoriser les autres morceaux, sous forme de steak haché AOC par exemple ».

TROUVER UNE DYNAMIQUE FORTE

Le rôle d'Adema⁽¹⁾ est donc maintenant de trouver de nouveaux débouchés et de prendre des parts de marché. Seulement, comme le précise Albéric Valais, « quand on arrive dans un magasin, il faut bien se dire que nous prenons la place de quelqu'un d'autre... qui fera tout pour revenir ! Pour pouvoir lutter, il nous faut un produit, un relationnel et une dynamique forte ». Adema vient de changer la grille de prix et a souhaité faire une différenciation des carcasses de plus de 440 kg C. « En effet, même si par décret les vaches de 380 kilos C rentrent en AOC, nous n'avons pas de marché pour ce type d'animaux. » Les éleveurs pourront bientôt démarcher eux-mêmes certains points de vente à l'aide d'une plaquette créée par Adema. « Nous réfléchissons avec les autres signes de qualité à créer un « panier de produits avec une identité locale » pour pouvoir répondre entre autres à des points de ventes prônant une démarche de proximité. » ■

E. D.

(1) Amélioration Développement Engagement Maine-Anjou.

Les OGM font réagir les éleveurs

Éleveurs et professionnels de la filière se sont retrouvés pour débattre des OGM lors de l'assemblée générale de l'AOC Maine-Anjou. Yannick Lautrou, du département de zootechnie de l'ENSA d'Angers, a exposé brièvement le principe de conception des OGM et donc les risques encourus, principalement une « contamination » des ressources génétiques de la planète. Il a bien rappelé que ce n'est pas parce que les animaux consommaient des aliments OGM qu'ils devenaient eux-mêmes OGM.

Des questions très concrètes comme « Faut-il mettre sur nos produits l'étiquette « Sans OGM » ? » ont été posées avec des débuts de réponses. Philippe Bulot, directeur de QualiOuest, orga-

nisme de certification, a insisté sur l'intérêt de ce genre de débat, l'alimentation faisant bientôt partie des « points de surveillance » de l'AOC, sachant que les OGM y sont interdits.

Laurent Gomez, de l'Association des régions européennes et des produits d'origine (Arepo), a insisté sur le fait qu'il ne faut pas devenir dépendant d'autres pays, comme le Brésil et sa région du Parana, pour l'approvisionnement de la filière en soja. Fernand Pineau, ingénieur au service régional d'économie agricole de la Draf, s'est empressé de rappeler qu'une des solutions envisageables restait l'autonomie alimentaire des exploitations avec le redéveloppement des systèmes herbagers. ■ E. D.